

Des donateurs institutionnels de trois pays contribuent à la modernisation des laboratoires de l'AIEA

Des établissements de recherche nucléaire polonais, marocain et philippin ont contribué à hauteur de près de 30 000 € à la modernisation en cours des laboratoires des applications nucléaires de l'AIEA à Seibersdorf (Autriche).

« Les activités de l'AIEA, notamment dans les domaines de la radioprotection, de la dosimétrie des rayonnements et de la médecine nucléaire, revêtent une importance cruciale pour la satisfaction des besoins des États Membres et le progrès de la science », explique Andrzej Chmielewski, Directeur général de l'Institut polonais de chimie et de technologie nucléaires. « Nous espérons que notre contribution renforcera les capacités de l'AIEA en matière de recherche-développement et de formation. »

Outre l'institut polonais, deux autres établissements ont versé des contributions, à savoir l'Institut philippin de recherche nucléaire et le Centre national marocain de

l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires.

La modernisation comprend la construction de deux nouveaux bâtiments : un nouveau Laboratoire de la lutte contre les insectes ravageurs, et le Laboratoire modulaire polyvalent, qui abritera le Laboratoire de la production et de la santé animales, le Laboratoire de la protection des aliments et de l'environnement et le Laboratoire de la gestion des sols et de l'eau et de la nutrition des plantes. Elle comprend également une amélioration des autres laboratoires, l'acquisition de nouveaux équipements et la mise à niveau des infrastructures.

« Nous sommes heureux de bénéficier d'un tel appui de la part d'établissements conscients de l'importance de nos travaux dans le domaine des applications nucléaires », se réjouit Andy Garner,

coordonnateur des laboratoires en charge du projet de modernisation des laboratoires à l'AIEA. « Nous continuerons de promouvoir l'établissement de partenariats avec des organismes nationaux et des entreprises privées, afin de renforcer la capacité de l'AIEA à fournir un appui de qualité aux États Membres. »

Andy Garner ajoute que les États Membres prennent conscience qu'il existe de nouveaux moyens de contribuer aux travaux de modernisation en cours, et les organismes en sont un.

Le montant des contributions en espèces au projet de modernisation, versées principalement sous la forme de contributions extrabudgétaires par des gouvernements, s'élève à plus de 32 millions d'euros depuis 2014.

— Matt Fisher

Réduire l'obésité infantile en Europe grâce aux techniques nucléaires: colloque de l'AIEA au Congrès européen sur l'obésité

L'obésité infantile est en augmentation partout dans le monde et devient rapidement l'un des plus graves problèmes de santé publique du XIX^e siècle, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Un projet de l'AIEA présenté en mai 2018 au Congrès européen sur l'obésité (ECO 2018) aide des professionnels de la nutrition et de la santé dans dix pays européens à évaluer la composition corporelle à l'aide de techniques faisant appel aux isotopes stables. Les données recueillies permettront aux décideurs de concevoir des mesures de prévention et de lutte contre l'obésité infantile.

Le colloque organisé par l'AIEA, intitulé « Évaluer la composition corporelle pour mieux comprendre les risques liés à l'obésité infantile et pour concevoir des mesures efficaces », s'est déroulé parallèlement à l'ECO 2018. Des études de cas menées en Bosnie-Herzégovine et en Lettonie ont été présentées afin d'expliquer comment la technique de dilution de l'oxyde de deutérium est

utilisée pour mesurer avec précision la graisse corporelle comme facteur de risque d'obésité parmi les enfants d'âge scolaire dans ces deux pays. Les informations obtenues dans le cadre de ce projet contribueront à la formulation de politiques et de mesures visant à réduire l'obésité en Europe. Ces deux pays participent déjà à l'Initiative de l'OMS pour la surveillance de l'obésité infantile.

Charge de morbidité croissante liée à l'obésité infantile

D'après l'OMS, un enfant de onze ans sur trois en Europe et en Asie centrale est en surpoids ou obèse. Les modifications des habitudes alimentaires, les modes de vie sédentaires et le manque d'activité physique sont les causes principales de l'augmentation des taux d'obésité. Faute d'intervention, les enfants qui sont en surpoids ou obèses le resteront probablement à l'âge adulte et auront plus de risque de développer plus tôt des

maladies non transmissibles, comme le diabète et les maladies cardiovasculaires.

« Étroitement lié aux stratégies régionales de l'OMS concernant l'obésité infantile et la prévention des maladies non transmissibles, le projet fournira des données factuelles indispensables à la formulation de politiques et de mesures efficaces », a expliqué Inese Sikсна, nutritionniste à l'Institut letton de la sécurité alimentaire, de la santé animale et de l'environnement.

Suivi rigoureux de l'obésité

Durant le colloque, des experts de l'AIEA ont discuté de la façon dont la composition corporelle pouvait servir d'outil pour suivre avec rigueur l'obésité, et des représentants de l'OMS et d'autres partenaires ont débattu de l'importance de l'obtention de données précises à l'aide de techniques faisant appel aux isotopes stables en vue de l'élaboration de politiques.

Aida Filipović Hadžimeragić, de l'Institut de santé publique de Bosnie-Herzégovine, a souligné qu'il était important de collaborer pour mettre en commun les compétences et les connaissances de chacun. « Les ateliers et les formations déjà organisés ont grandement aidé des représentants de la Bosnie-Herzégovine, tels que des médecins, des infirmiers et des techniciens, à acquérir les compétences et le savoir-faire nécessaires pour évaluer la composition corporelle au moyen de la technique dilution du deutérium par spectroscopie infrarouge à transformée de Fourier (IRTF) et de l'analyse de l'impédance bioélectrique, ainsi que pour recourir à l'accélérométrie en vue de mesurer les niveaux d'activité physique et

le comportement sédentaire des enfants », a-t-elle ajouté.

L'AIEA a fourni des spectromètres IRTF aux autorités compétentes d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Grèce et du Monténégro en vue de les aider à analyser l'enrichissement en deutérium des échantillons de salive prélevés dans chacun des dix pays participants. Le projet est mis en œuvre dans le cadre du programme de coopération technique de l'AIEA.

Selon Inese Sikсна, la technique de dilution du deutérium peut aussi servir de référence pour valider les méthodes existantes de dépistage et de suivi de l'obésité en Lettonie.

Le colloque a été organisé en collaboration avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, l'Association européenne pour l'étude de l'obésité et le programme de recherche multidisciplinaire N8 AgriFood, qui rassemble huit universités du Nord de l'Angleterre.

Les pays suivants ont participé au projet : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Grèce, Hongrie, Lettonie, L'ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Monténégro, Portugal et Ukraine. L'AIEA les aide à coordonner l'ensemble du projet et leur offre du matériel, des services d'experts ainsi que des formations.

— *Mariam Arghamanyan*

Les Orientations de l'AIEA sur la gestion des sources radioactives retirées du service sont désormais disponibles

Les Orientations sur la gestion des sources radioactives retirées du service, approuvées par la 61^e Conférence générale de l'AIEA en septembre 2017, sont désormais disponibles sur le site web de l'AIEA. Ce sont des orientations complémentaires au Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, ainsi qu'aux Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives.

Des millions de sources radioactives sont utilisées dans le monde dans les domaines de la médecine, de l'industrie, de l'agriculture et de la recherche. Les sources peuvent rester radioactives longtemps après la fin de leur vie utile, c'est pourquoi il est essentiel qu'elles soient gérées de façon sûre et sécurisée. Le Code de conduite et les documents qui l'accompagnent facilitent la gestion et la protection en fournissant des orientations pour l'élaboration, l'harmonisation et la mise en œuvre de politiques, de lois et de règlements nationaux, ainsi qu'en promouvant la coopération régionale et internationale.

« Les Orientations promeuvent une culture de la sûreté et de la sécurité radiologiques plus rigoureuse, qui sera encore renforcée une fois que les États

Membres auront mis en pratique les recommandations formulées dans le document », a expliqué Hilaire Mansoux, chef de la Section de l'infrastructure réglementaire et de la sûreté du transport à l'AIEA.

Les Orientations, qui ne sont pas juridiquement contraignantes, présentent toute une gamme d'options pour la gestion et la protection des sources radioactives retirées du service et décrivent les responsabilités des parties concernées, y compris les organismes de réglementation. Elles mettent en avant le stockage définitif comme option de gestion définitive des sources radioactives et encouragent les pays à se doter de politiques et stratégies nationales pour gérer les sources radioactives retirées du service de manière sûre et sécurisée. Elles contiennent en outre des dispositions relatives aux relations bilatérales, dont des conseils sur le renvoi des sources lorsque de tels arrangements ont été arrêtés.

Muhammed Khaliq, chef de la Section de la sécurité nucléaire des matières et des installations de l'AIEA, a fait que remarquer que lorsque les Orientations auront été appliquées, elles renforceront également la sécurité nucléaire.

« Le contrôle efficace et continu de la réglementation et de la gestion des sources radioactives de bout en bout est de la plus haute importance pour la prévention des actes malveillants ayant des conséquences radiologiques néfastes », a-t-il affirmé.

Les États Membres s'engagent politiquement en faveur du Code et des orientations qui l'accompagnent dans une lettre officielle adressée à l'AIEA, dans laquelle ils affirment qu'ils agiront conformément aux recommandations. Sur les 170 États Membres de l'AIEA, 137 se sont jusqu'ici engagés en faveur du Code de conduite et 114 en faveur des Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives.

L'AIEA aide ses États Membres à mettre en œuvre le Code de conduite et les documents d'orientation dans le cadre de projets et par l'échange d'informations. Un processus formel a notamment été mis en place en 2006. La première réunion internationale destinée à la mise en commun de données d'expérience sur la mise en œuvre des Orientations sur la gestion des sources radioactives retirées du service est prévue en 2020, à Vienne.

— *Matt Fisher*